

# CÔTE D'IVOIRE

Programme de  
 Développement de  
 l'Education, de la Formation  
 et de l'Insertion (DEFI) des  
 jeunes



## DEFI JEUNES EDUCATION - FORMATION (C2D 2).

### CONTEXTE

Le secteur éducation - formation constitue un enjeu majeur pour le processus de développement de la Côte d'Ivoire où 53% de la population de plus de 15 ans est analphabète. Environ 70% d'une classe d'âge est inscrite au primaire (mais seulement 46% achève le cycle), 34% au collège et 15% au lycée. L'enseignement technique et professionnel, sous-équipé, n'offre que 78.000 places et ne constitue pas une alternative porteuse. Les universités publiques, saturées après le quintuplement des effectifs en 20 ans souffrent encore d'importantes dégradations. Les écoles d'ingénieurs regroupées à l'INP-HB sont sous-équipées et fortement déficitaires.

La Côte-d'Ivoire a réalisé en 2009 une analyse approfondie du secteur éducation-formation. Les principaux résultats de ce diagnostic ont permis de produire une stratégie sectorielle en réponse aux défis structurels et conjoncturels. Une lettre de politique éducative et un cadrage sectoriels ont été réalisés et déclinés en un Plan d'Action à Moyen Terme pour la période 2012-2014 (PAMT) et en Plan Sectoriel Education (PSE) 2016-2025.

Le plan d'action à moyen terme a ainsi mis l'accent sur la nécessité (i) de généraliser la scolarisation primaire et d'étendre l'accès au collège ; (ii) d'accroître les capacités de l'enseignement technique et professionnel et son adéquation avec les besoins du marché du travail ; (iii) de moderniser l'enseignement supérieur public et les écoles d'ingénieurs pour améliorer l'employabilité des jeunes dans les secteurs porteurs de l'économie ivoirienne. Le PSE reprend ces objectifs en intégrant la politique de scolarisation obligatoire (PSO) pour les enfants de 6 à 16 ans votée en septembre 2015 par le Parlement ivoirien.

### DESCRIPTIF

Le projet DEFI Jeunes Education Formation est construit autour de trois composantes :

- L'éducation de base
- La formation professionnelle
- L'enseignement supérieur et la recherche scientifique

### RÉSULTATS

Les résultats en matière d'Accès / Qualité / Gouvernance sont :

- L'éducation de base
  - Construction de 95 collèges de proximité (760 salles de classe fonctionnelles pour accueillir plus de 30 000 enfants chaque année)
  - Appui à l'amélioration de la qualité de l'éducation par la structuration d'un système de prêt de manuels scolaires BONAMAS – 1 000 000 manuels distribués

### PAYS

**Côte d'Ivoire**



Date de signature de la convention  
**01/04/2016**



Secteur  
**Education-Formation-Emploi**



Localisation  
**Ensemble du territoire**

Durée du financement  
**08 ans**



Outil de financement  
**Contrat de désendettement et de développement**



Montant du financement  
**192.7 M €**

### Bénéficiaire

**République de Côte d'Ivoire**

Maîtrise d'ouvrage

**Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation**

**Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage**

**Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**

Principaux Objectifs de développement durable visés



Code projet : CCI1479 01

- Accompagnement de la réforme du système de formation continue de plus de 10 000 instituteurs, 15 000 directeurs école, 1 000 chefs d'établissement
- Appui institutionnel dans la gestion des ressources financières et humaines ; près de 30 000 personnels administratifs formés
- Appui dans la finalisation de documents d'orientation stratégique : plan d'action de la réforme du collège, stratégie de formation continue des enseignants et redynamisation enseignement des sciences
- La formation professionnelle :
  - Construction, réhabilitation, équipements d'établissements de formation professionnelle : lycée professionnel sectoriel de Botro, lycées techniques (Bouaké, Yopougon, Cocody), centres de formation professionnels (Yamoussoukro, Alépé), Institut des aveugles, IPNEPT
  - Construction d'un centre de développement des curricula
  - Rénovation de filières de formation technique et professionnelle en lien étroit avec le secteur privé : révision des curricula, formation des formateurs (approche par les compétences, formation métiers)
  - Massification de l'Apprentissage moderne (près de 6 000 apprentis déployés dans 42 établissements)
  - Développement de la Validation d'Acquis d'Expérience dans 10 établissements
  - Renforcement des capacités du METFPA pour la modernisation du secteur et implication des branches professionnelles
- L'enseignement supérieur, qui se décompose en deux volets :
  - Appui à l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro
    - Réhabilitation et équipement des cuisines – autres corps d'Etat – intranet
    - Modernisation de (1) Ecole supérieure des travaux publics (avec ESTP Paris), (2) Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises (avec Paris Dauphine), (3) Classe préparatoire aux grandes écoles (avec X Polytechnique et Louis Le Grand), (4) Centre de formation aux métiers de l'aéronautique (avec Ecole nationale d'aviation civile), (5) Ecole de management et de marketing du sport (avec centre de droit et d'économie du sport)
  - Appui à la Modernisation et Réforme des Universités et Grandes Ecoles (AMRUGE)
    - Acquisition d'équipements pédagogiques et scientifiques (12 salles TP, institut pasteur)
    - Amélioration de la qualité des formations universitaires à travers le déploiement du LMD : plus de 3 000 enseignants chercheurs formés, 60 bourses octroyées, révision des curricula L1 L2 L3 BTS 1 BTS 2
    - Appui à la structuration de la recherche et à sa valorisation : 13 projets de recherche financés
    - Développement du numérique éducatif : structuration université virtuelle de côte d'ivoire, acquisition de 16 espaces numériques, FAB LAB, MOOC

## INTERVENANTS ET MODE OPERATOIRE

Dans la continuité de DEFI-1, la maîtrise d'ouvrage est assurée par les ministères en charge de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, de l'enseignement technique, formation professionnelle et apprentissage, de l'enseignement supérieur. Les projets sont gérés par l'unité de coordination du projet Education-formation (UCP-EF) qui émane de ces trois ministères. Des comptes projets ont été ouverts à la Banque du Trésor (ACCD) et sont audités annuellement. L'AFD donne des avis de non objection sur les plans d'actions annuels, les budgets, les cahiers des charges des activités et les étapes du processus de passation de marchés.

## PLAN DE FINANCEMENT

Composantes du projet	€	FCFA	%
Composante I : éducation de base	74 624 000	48 950 135 168	38,7
Composante II : enseignement technique/professionnel	46 893 000	30 759 791 601	24,3
Composante III : enseignement supérieur	65 096 000	42 700 176 872	33,8
Unité de coordination du projet	6 153 000	4 036 103 421	3,2
<b>Total projet Education - Formation</b>	<b>192 766 000</b>	<b>126 446 207 062</b>	<b>100,0</b>